

Rendez-vous salarial : mais où sont passés les salaires ?

Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics, a présidé ce lundi 18 juin 2018, ce qu'il a nommé le « rendez-vous salarial ».

Comme nous nous en doutions, aucune annonce conséquente et à la hauteur des enjeux n'a été faite.

Rien sur le dégel du point d'indice, rien sur une revalorisation indemnitaire uniforme pour l'ensemble des agentes et des agents. Rien sur une abrogation du jour de carence. Rien, rien, rien.

Ce qui a été annoncé :

- PPCR : Après une année de report, le calendrier annoncé en fin d'année 2017 sera tenu d'ici 2022 dans son équilibre général.
- Revalorisation des frais de transports et d'hébergement
- Garantie Individuelle Pouvoir d'Achat reconduite (GIPA)
- Compte Epargne Temps : augmentation de 10 euros par jour racheté et abaissement du plafond à partir duquel les jours sont monétisables
- Accompagnement et aide à l'installation et au logement des agents.

Ces mesures ne sont, pour certaines, pas du fait de l'actuel gouvernement. Quoi qu'en dise le Ministre. (PPCR)

Les revalorisations et autres mesures sont certes nécessaires à la vie des agentes et des agents mais ne relèvent en rien des discussions à mener en rendez-vous salarial.

Augmenter de 10 euros le rachat des jours CET n'est finalement rien d'autre que de l'autofinancement de pouvoir d'achat. Argent ou congé, telle est la question ?

Par ailleurs, augmenter la possibilité de rachat des jours CET, c'est travailler plus pour gagner peu et c'est, de fait, remettre en cause le temps de travail....

Reconduire la GIPA, c'est bien reconnaître qu'il y a un problème de pouvoir d'achat.

Au final, aucune mesure générale sur les rémunérations qui concernerait l'ensemble des 5 millions d'agents publics...

Ah si ! Le gel du point d'indice a lui bien été confirmé pour 2019.